Bulletin œcuménique

OCTOBRE 1978 NUMERO 7 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

SECURITE ou SURVIE ?

Pardonnez-moi d'être très personnel pour mon premier éditorial, mais je vis actuellement une période d'intense activité qui me fait connaître un domaine nouveau pour moi : le bâtiment. Quand il va, tout va ! dit un dicton. Va-t-il vraiment ? Au point de vue économique, je n'en sais trop rien mais au point de vue éthique, je sens qu'il est mal orienté; j'y distingue des traces de MALDEVELOPPEMENT.
Conscientisé aux problèmes de l'environnement, je me fais bâtir une maison à "chauffage solaire" et l'on m'avait assuré qu'une partie de la dépense supplémentaire serait couverte par des subventions. Téléphonant à la Société suisse des économies d'énergie à Berne, je me suis vu répondre que : "...en effet, depuis deux ans, dans le département de M. Ritschard, on prépare un projet mais que celui-ci devant passer par le département de M. Chevallaz qui n'a pas d'argent, il ne faut rien attendre de concret..." Or, je venais d'apprendre que l'obligation de construire des abris anti-atomiques, qui ne valait que pour les communes de plus de 3000 habitants, était généralisée à toutes les agglomérations dès le 15 février 1978. Il semblait que cette mesure serait reportée à 1979 faute de moyens financiers. On a donc trouvé de l'argent pour un moyen de défense et point pour notre survie. Ce fait ne reflète-t-il pas notre attitude bornée, notre esprit trop grégaire ? Les politiciens qui parlent d'indépendance nationale au premier août oublient l'indépendance énergétique. Ce qui est grave, c'est que ces abris montrent avec quel fatalisme on s'oriente vers un conflit nucléaire tout en dénonçant la prolifération des armes atomiques et chimiques. Peut-être pense-t-on aux fuites de combustible nucléaire mais alors pourquoi ne pas pousser l'énergie solaire ? J'ai reçu ma porte et ma fenêtre blindées de chez Von Roll et j'ai compris qu'il y a un facteur économique dans l'orientation des subventions fédérales.
J'ai appris aussi dernièrement que Hong-Kong allait faire baisser le prix des capteurs solaires à haut rendement d'un tiers et serait le principal fournisseur du Tiers Monde. Tant mieux pour lui, tant pis pour nous.

Claude Tharin

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

ÉCOUTER CELUI QUI ÉCOUTE

Imiter le pauvre, cela demande de savoir ce qu'est un pauvre.

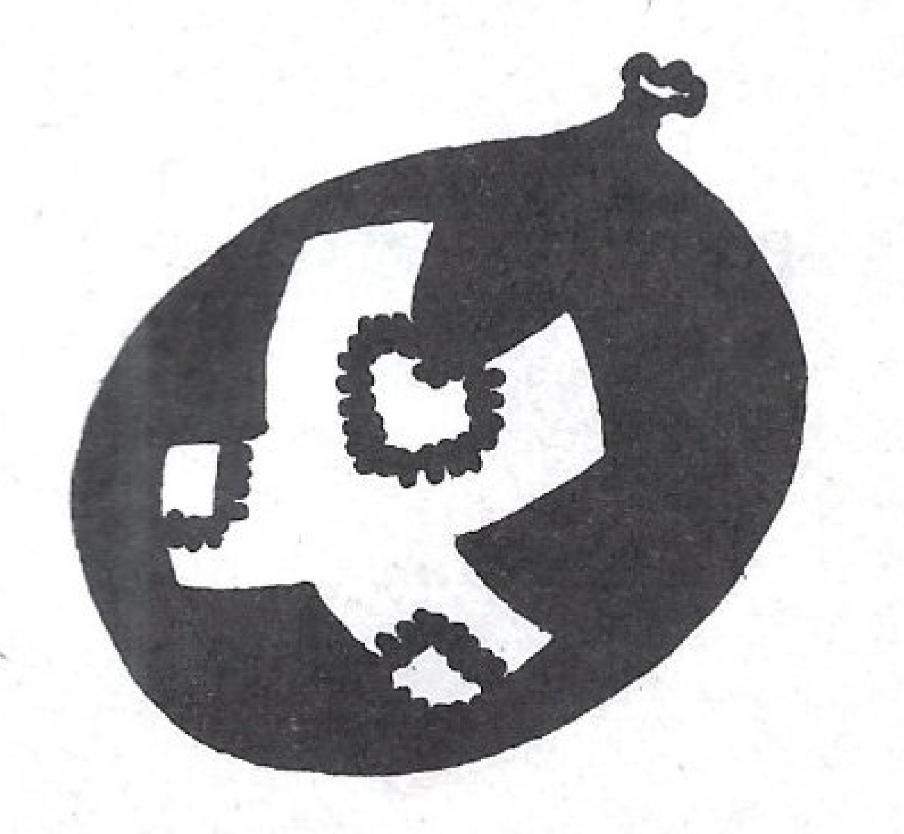
Celui qui n'a pas d'argent ? Mais il y a des jours où le pauvre a de l'argent et même, quand il en a, il le gaspille ! Celui qui n'a pas de relations ? C'est vrai, un pauvre, c'est celui qui n'a pas de relations, qui attend toujours, à tous les guichets de tous les bureaux, qui ne passe jamais avant les autres. Plus profondément, c'est celui qui n'a pas de culture. On peut allonger l'énumération : manque de sécurité, manque de confiance en soi... Il me semble qu'il y a une définition plus profonde encore du pauvre : le pauvre, c'est celui qui écoute toujours et que personne n'écoute. Le pauvre a toujours écouté. Il a écouté le maître ou la maîtresse d'école : il était assis, il écoutait. Il a entendu le vicaire au catéchisme, il écoutait. Il a entendu la religieuse, « la bonne sœur » comme il dit, au dispensaire ou au patronage, qui lui prodiguait de bons conseils, et, plus tard, l'assistante sociale. Il a écouté le contremaître à l'usine, quand il est entré comme apprenti. Quand il est venu à la caserne, il a écouté le sergent et quand il écoute la radio, il entend le député ou le journaliste ; s'il ouvre la télévision, il écoute le président, le ministre ou le général : bref, il écoute toujours et quand, le soir, il rentre chez lui à la maison, il écoute encore sa femme ! Et lui, le pauvre, personne ne l'a jamais écouté de la journée. Or, c'est cela la racine de la pauvreté : n'être jamais écouté durant une existence entière (...)

Si nous voulons, nous, accéder à la pauvreté du pauvre, il nous faudra d'abord faire ce qu'il fait, imiter qui écoute toujours avant de parler. Faisant ainsi, nous rejoignons une attitude fondamentale des Psaumes : « Le pauvre a crié, Dieu écoute » (Ps. 34 : 7).

Jacques Lœw



Photo Hervé Vincent



SUISSE 1978

POT DE FER CONTRE POT DE TERRE

La reprise des activités dans les entreprises, les écoles et les organismes les plus divers coïncide avec la saison des récoltes pour les paysans de l'hémisphère nord. La cueillette du coton et du sorgho dans la savane africaine ou les vendanges en Valais sont pénibles, mais restent encore dans bien des endroits un travail communautaire joyeux. Si la promesse se réalise. Pour combien de temps encore ?

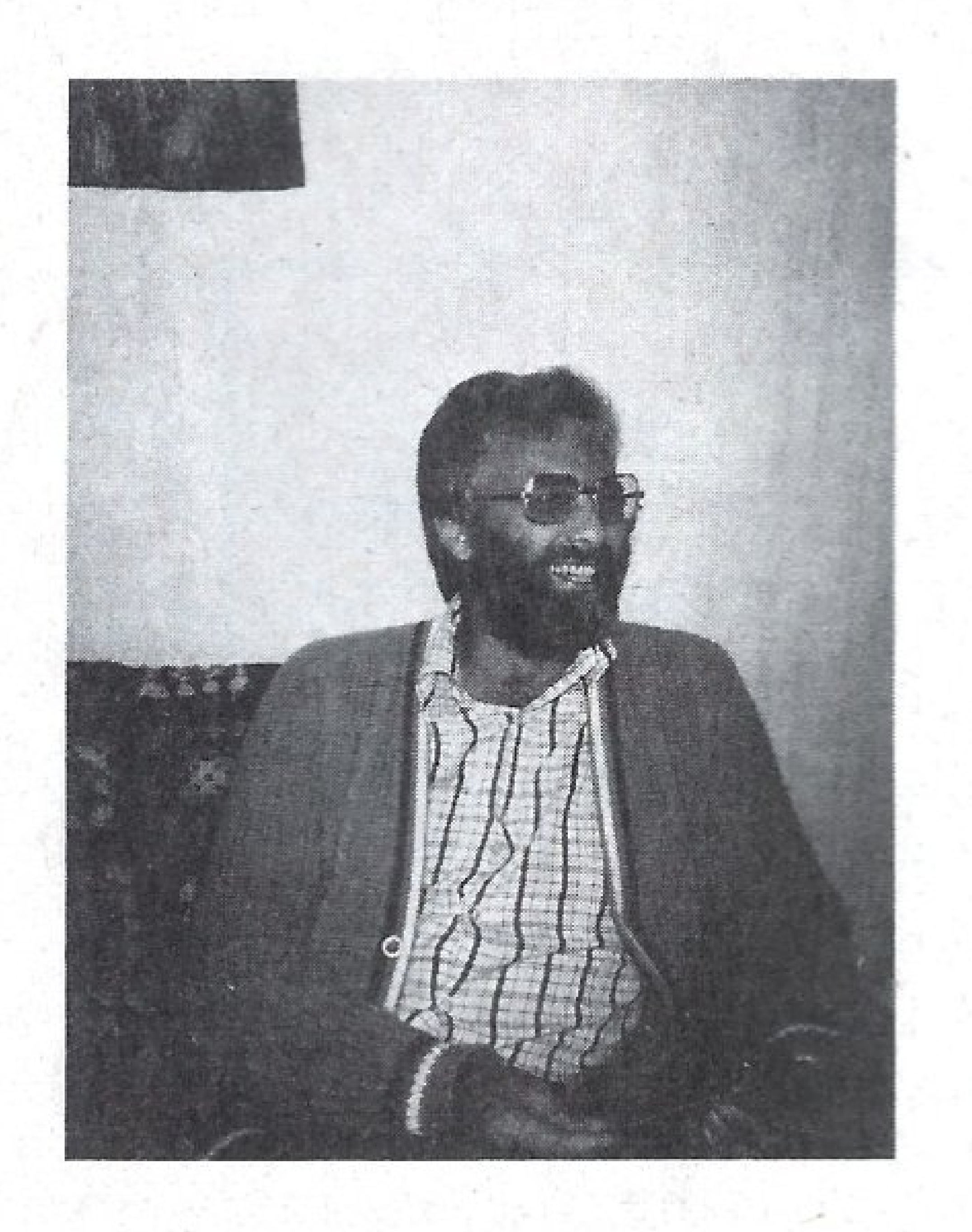
La rationalisation a eu comme effet positif, tant dans le domaine industriel qu'agricole, d'augmenter la production tout en maintenant le prix des produits à un niveau relativement bas, permettant ainsi une plus large consommation. Nous n'apercevons les conséquences négatives que depuis peu de temps : déshumanisation, suppression de nombreux postes de travail. Ne constatons-nous pas dans les pays industrialisés une grande production de biens... et des millions de chômeurs avec les conséquences sociales que nous savons ? Est-ce "rationnel" de pousser la rationalisation plus loin ?

Dans les années 50, la capacité de production d'une famille de vignerons valaisans était d'environ 7'000 kg de raisins par an. Elle est aujourd'hui de 20'000 kg. Pour cultiver un ha de vigne en coteau, il fallait plus de 3'500 heures de travail il y a 20 ans. Aujourd'hui, on en est à moins de 2'000 heures. Compte tenu de la stabilité des prix du raisin, pas d'augmentation depuis 1973, malgré une hausse des frais de production de 25 %. Pour maintenir leur revenu, les vignerons ont été contraints d'agrandir leur exploitation pour l'achat de terrain. La terre n'est plus seulement destinée, hélas, à produire des biens de consommation, elle est de plus en plus convoitée par les spéculateurs. En économie libérale, elle est une valeur sûre. Le prix des terrains, dans la plaine du Rhône et la zone viticole a doublé depuis 1973. Par conséquent, il n'est plus possible à un paysan non fortuné d'acquérir de la terre. Les propriétaires de capitaux investissent dans les terrains parce que la valeur de la terre, contrairement au dollar, ne se dévalue pas. De nombreux médecins, agents d'affaires, entrepreneurs et gros paysans se sont rués sur les terres agricoles. Pot de terre contre pot de fer. Ainsi, la paysannerie est peu à peu désapropriée et sujette à plus d'insécurité dans la profession et moins de stabilité dans la production.

Il n'y a pas bien longtemps, traiter quelqu'un de paysan était une insulte. Dans les régions rurales, les maîtres ne disaient-ils pas à l'élève peu doué et peu studieux : "Tu n'es bon qu'à rester paysan !" Ces paysans méprisés, soi-disant peu doués, ont été capables de moderniser et de rationnaliser leur exploitation au prix de durs sacrifices. Nous devons constater que la stabilité et la capacité de survie des exploitations agricoles dans les périodes de crise est meilleure que celle d'autres entreprises. On le doit au type d'exploitation familial où la solidarité et la participation sont mieux vécues. Ce type d'exploitation, propriété de la famille paysanne est aujourd'hui menacé par la spéculation foncière.

Tous ceux qui se préoccupent du développement savent l'importance pour un pays d'une agriculture forte. Cette agriculture est menacée : ce n'est pas seulement l'affaire des paysans mais celle de toute la communauté nationale.

François Cordonier



Claude Schaller

interrogations·exprès

Après 3 ans à Berem, comment vois-tu l'évolution de votre projet, de sa conception à la réalisation actuelle ?

Lorsque nous sommes partis à 4 pour Berem, le projet n'était pas très précis. Nous savions que dans ce secteur du Tchad, presque tout était à faire, et que vis-à-vis des autorités civiles et ecclésiastiques, nous pouvions jouir d'une grande liberté d'action. Dans l'esprit de notre charte de Fraternité Tiers Monde du Jura, nous partions pour être là-bas un signe d'Eglise, une présence amicale au service des paysans. En un mot, nous voulions "vivre-avec", c'est-à-dire partager la vie d'une population défavorisée. Après quelques mois d'écoute, nous avons pris conscience que le "vivre-avec" comprend deux paliers. Cela signifie d'abord une grande attention aux appels, aux interpellations des gens et tout de suite l'expérience pratique d'une réponse. Nous ne pouvions pas en rester au niveau de la discussion, du partage verbal, ou passer beaucoup de temps à un travail d'entretien personnel.

Je me souviens qu'un jour je travaillais au jardin, un catéchiste me dit : "Vous les Blancs, vous n'êtes pas venus ici pour faire cela. C'est nous qui devons faire cela pour vous. Vous devez nous apprendre beaucoup de choses que vous connaissez pour qu'on souffre moins et qu'on connaisse mieux la Parole de Dieu".

Face à ces interpellations, face à la demande de la part des communautés chrétiennes qu'on ouvre un centre de formation pour animateurs, face aussi à la réduction rapide du personnel missionnaire dans notre secteur, notre présence est devenue une présence agissante, une présence qui est un peu le moteur d'un développement global de plusieurs villages, dans des domaines complémentaires de santé, hygiène, agriculture, alphabétisation et pastorale. Le changement est très lent, et il implique de la continuité. Nous essayons donc de travailler concrètement à la libération de ce peuple, avec des moyens simples, en mettant le plus de personnes dans le coup. Le projet n'est pas défini une fois pour toutes, mais il se précise chaque jour selon les besoins des gens qui sont exigeants vis-à-vis de nous, et qui n'apprécient pas du tout une forme de 'tourisme spirituel' !

Que veut dire pour vous 'Equipe oecuménique'?

Pour les membres de l'équipe, cela veut dire d'abord se retrouver régulièrement dans une prière commune, au-dessus de toute différence. Cela aurait dû signifier une grande collaboration avec d'autres Eglises. Malheureusement, nous avons été un peu déçus de voir la prolifération des Eglises dites chrétiennes dans notre région et le peu de dialogue entre elles, pour ne pas parler même de rivalité. Cela est d'autant plus frappant que seuls les 10 - 15 % de la population sont membres des Eglises chrétiennes, le reste étant animiste.

Depuis quelques années la collaboration commence à se faire au niveau de la traduction biblique dans la langue du pays. Dans ce contexte, ce que nous essayons de faire, c'est d'avoir toujours ce que j'appellerais un 'esprit oecuménique'. Cet esprit se concrétise dans le dialogue avec des membres d'autres religions chaque fois que cela est possible, dans les visites, les sessions, par des invitations ou quelquefois par des prières communes. Chaque fois qu'on le peut, on suscite de telles rencontres. Personnellement, chaque fois que je peux apporter ma préoccupation oecuménique, par exemple dans des rencontres de secteur ou de conseil pastoral, je le fais. Dans mon secteur, j'insiste beaucoup pour que les groupes de jeunes foyers chrétiens fassent leur réunion en commun, catholiques et protestants. Par là, nous espérons apporter peu à peu l'envie d'une plus grande unité. C'est difficile, mais on garde l'espérance.

Interview de Clément



*** UN RAPPORT DES ÉVEQUE» SUR LA POPULATION.** – «Les mineurs et paysans boliviens contribuent le plus à l'économie nationale mais vivent dans la pauvreté», déclarent les évêques de Bolivie dans une étude faite sur la population de leur pays, en vue de l'Assemblée de Puebla. Les ouvriers agricoles, qui sont plus de 65 % de la population, vivant dans des conditions précaires, sont les moins écoutés et subissent la répression. Ils sont profondément religieux, à la différence des étudiants ou des ouvriers des villes. Selon les évêques, il est impossible d'accomplir une évangélisation sans prendre en compte ces réalités.

Le Monde 12.8.78

Le message au monde de Jean Paul II

Vatican (*A.F.P.*). — Voici les grands points du message que Jean Paul II× a adressé ce mardi 17 octobre, au cours de la messe qu'il a concélébrée avec les cardinaux dans la chapelle Sixtine.

1) Concile : *«Une tâche primordiale est de promouvoir avec des actions prudentes et stimulantes, en même temps, l'xécution la plus exacte des normes et des orientations du concile Vatican II.»*

2) Collégialité : *« Ce mot devra se traduire par la création d'organismes en partie nouveaux, ou le développement d'autres organismes rajeunis (...). Nous pensons surtout, à ce propos, au synode des évêques. »*

3) Doctrine : *« Nous devrons exprimer de toutes nos forces la fidélité (à l'Eglise) en conservant intact le dépôt de la foi. »*

4) Eglise : *« Il faut sauvegarder son unité interne et garantir sa mission spirituelle. »*

5) Ligne d'action : *« Importance des secteurs missionnaire, œcuménique, disciplinaire. Il faut reprendre en main la grande charte du concile, la constitution dogmatique « Lumen gentium », pour une réflexion renouvelée sur la nature, les fonctions, la façon d'être et d'œuvrer de l'Eglise (...) pour contribuer à une unité plus étroite et plus vaste de la famille humaine tout entière. »*

6) Enseignement du pape : *« Il faut une adhésion convaincue au magistère de Pierre (...), en raison des dangers qui menacent certaines vérités de la foi catholique. »*

7) Liturgie : *«On ne doit pas plus admettre les innovations arbitraires incontrôlées que le refus obstiné de tout ce qui a été introduit légitimement dans les rites.»*

8) Obéissance : *«Les fidèles doivent montrer leur fidélité dans l'obéissance aux évêques et la collaboration à leurs initiatives.»*

9) Œcuménisme : *«Il ne nous semble pas possible que le drame de la division des chrétiens continue. C'est un objet de perplexité et de scandale.»*

× Le cardinal Karol Wojtyla est né à Wadowice dans l'archidiocèse de Cracovie le 18 mai 1920. Il a été ordonné prêtre le 1er novembre 1946 et créé cardinal par Paul VI le 26 juin 1967.

GLS + Le Monde 18.10.78

*** TOUTE IMPORTATION DE LITTÉRATURE RELIGIEUSE EST INTERDITE EN UNION SOVIÉTIQUE.** – Le quotidien moscovite «Isvetja» a rappelé récemment qu'il était interdit d'importer de la littérature religieuse en Union soviétique, ajoutant qu'il ne fallait pas s'attendre à une levée de ces prescriptions douanières à l'occasion des Jeux olympiqus de 1980. Le journal, qui est proche du gouvernement, écrit ensuite que des sociétés missionnaires de l'étranger, ont pour but d'importer de la littérature religieuse, principalement des Bibles, en URSS, et qu'elles s'occupent aussi du transport et de la diffusion de ce matériel «anti-soviétique» à l'intérieur du pays. Elles entendent profiter des Jeux Olympiques pour amplifier leurs activités illégales.

Le journal commentait l'arrestation de deux représentants de la «Mission Slaviska», alors qu'ils s'apprêtaient à sortir du pays de la propagande antigouvernementale toute empreinte de calomnie. Ils agissaient au nom de la CIA, étaient des espions et c'est pourquoi ils ont été expulsés, la littérature dont ils étaient porteurs ayant été saisie, conclut le quotidien moscovite.

Le Monde 12.8.78

MISSION

Plus de 30 missionnaires assassinés en 1977. Ce triste bilan comporte seulement ceux qui ont été signalés en Afrique et en Amérique Latine. Mais les prisons et les camps de «rééducation» de l'Est et d'Asie ne livrent pas d'informations sur leurs morts... On ne les apprend qu'après coup et par surprise.

MOZAMBIQUE

L'arrivée d'un gouvernement marxiste au Mozambique pousse l'Eglise à un renouveau de pauvreté.

L'assemblée des évêques déclare que l'Eglise passe d'une phase triomphaliste «excessivement liée au pouvoir antérieur» à une Eglise séparée de l'Etat, dépossédée et qui devient ainsi proche des pauvres.

Les chrétiens sont incités à prendre des initiatives et des responsabilités dans l'édification de leur Eglise.

Le Monde 12.8.78

Meurtrière épidémie de choléra au Zaïre

Une grave épidémie de choléra se propage actuellement dans l'est du Zaïre où elle a fait déjà entre cinq cents et un millier de morts, apprend-on dans les milieux médicaux. La plupart des victimes ont été recensées dans la plaine de Ruzizi, dans la province du Kivu.

La propagation du fléau a été facilitée par les conditions d'hygiène, la pénurie de sérums et d'antibiotiques et les difficultés de communications, indique-t-on de même source.

Un porte-parole de l'ambassade de Belgique a estimé que si des mesures d'urgence n'étaient pas prises, l'épidémie pourrait s'étendre en quelques mois à tout le Zaïre. (ats, reuter)

Impartial 11.10.78

boisson sous permis ?

Les autorités du Groenland ont imaginé un moyen de combattre l'alcoolisme : un permis de boire. Il serait délivré à tout Groenlandais de 18 ans et permettrait l'achat de 24 bouteilles de bière, trois bouteilles de vin et une demi-bouteille de liqueur par mois.

Le permis de boire pourrait être institué dès le début de l'an prochain. La consommation d'alcool au Groenland est l'une des plus élevées du monde.

NRL 7.10.78

FAO 400 millions de sous-alimentés dans le monde

Rome – (AFP) Le nombre des personnes sous-alimentées dans le tiers monde est passé d'environ 400 millions en 1969/71, à 455 millions en 1972/74, a déclaré lundi à Rome M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

M. Saouma, qui présentait à la presse les objectifs de la 10e conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui se tiendra du 18 au 29 septembre à Arusha en Tanzanie, a souligné que la situation alimentaire était «préocupante» en particulier en Afrique. L'augmentation de la production alimentaire au cours de la période 1970/77 n'a été que de 1,7 % alors qu'elle avait été de 2,7 % pendant la période 1961/70. Au cours des sept dernières années, la population a augmenté de plus de 2 %. Selon M. Saouma, 17 pays africains doivent faire face actuellement à de graves pénuries alimentaires en raison de sécheresse, d'inondations et de guerres. La situation est particulièrement critique en Ethiopie, au Niger, au Mali, au Tchad et au Ghana, a-t-il souligné. Les pays de la région sahélienne ne sont pas encore remis de la sécheresse catastrophique de 1973/74. Les pays donateurs ont déjà fourni 400 000 tonnes d'aide alimentaire mais il en faudrait encore 180 000, a déclaré M. Saouma.

GLS - 20.9.78

● Pavillons de complaisance: l'anonymat est levé

Les experts de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement), ont réussi à déterminer l'appartenance nationale des navires battant pavillon de complaisance, au terme d'une enquête serrée, où les indications fournies par les gouvernements étant singulièrement incomplètes, ils ont dû éplucher les registres du commerce et les publications spécialisées du monde maritime. Résultat de l'enquête: les Etats-Unis sont les premiers bénéficiaires des mouvements (en termes financiers) effectués par des navires battant pavillon de complaisance. En deuxième position: la Grèce (20,7%), suivie de Hong Kong (16,9%) et du Japon (9,2%). Les pays où sont enregistrés ces navires sont, dans l'ordre: le Libéria (156 millions de tonnes), le Panama (32 millions), Singapour (11 millions), Chypre (4 millions), Bermudes (3 millions) et Bahamas (147 000 tonnes).

Double «tare» du système des pavillons de complaisance: ceux-ci permettent d'échapper à la taxation fiscale des produits; d'autre part, les conditions d'emploi du personnel, déjà dénoncées avec vigueur par le BIT, sont anormalement basses, aucune législation ne venant contrôler et fixer les conditions de l'emploi des équipages.

GL 7-8.10.78

● *Selon une étude menée pour le compte de Coca-Cola, en vue de former son personnel commercial, les élèves retiennent* **16% de ce qu'ils lisent,** *20% de ce qu'ils voient, 30% de ce qu'on leur dit, 50% de ce qu'on leur dit et leur montre, 70% de ce qu'on leur dit et leur montre et à quoi ils ont dû répondre ;* **90% de ce qu'on leur dit, leur montre, à quoi ils ont dû répondre et qu'ils peuvent mettre en pratique.**

TLM - 18.9.78

Banque mondiale : la Suisse continue à gagner sur tous les tableaux

La Suisse demeure l'un des principaux bailleurs de fonds de la Banque mondiale, qui est elle-même le plus gros distributeur de capitaux en matière d'aide au tiers monde. Pendant l'exercice écoulé (1er juillet 1977-30 juin 1978), le montant des dettes non remboursées contracté par la Banque auprès d'investisseurs résidant en Suisse (particuliers, banques, etc) a continué à augmenter, passant de 1 milliard 500 millions à 2 milliards 500 millions de dollars. Ce dernier chiffre représente 11 % de la dette totale de la Banque mondiale, ce qui place le franc suisse en quatrième position après le dollar (26 %), le mark allemand (24 %) et le yen (13 %).

Le rapport annuel de la Banque mondiale — qui vient de paraître — précise à ce sujet qu'au cours de la même période, la banque a emprunté en Suisse une somme totale de 825 millions de francs suisses, soit 150 millions par voie d'offre publique et le reste auprès de banques privées, essentiellement auprès du Crédit Suisse, de la Société de banque suisse et de l'Union de banques suisses.

On sait que la Suisse est pratiquement le seul pays occidental à ne pas faire partie de la banque. La Confédération ne lui a d'ailleurs plus rien prêté depuis 1961. En outre, en 1976, le peuple suisse lui a infligé un camouflet de taille en refusant àsa principale filiale, l'AID, (Association internationale de développement) un prêt de 200 millions de francs. Malgré cette situation, la Banque mondiale — pour « remercier » la Suisse de pouvoir acheter de l'argent « frais » sur le marché financier helvétique — autorise les entreprises suisses à participer aux grands projets financés par la banque. La Suisse est le seul pays non membre à jouir de ce privilège.

TLM - 22.9.78 M.Wr

OBÈSES AMÉRICAINS : QUELLE PERTE D'ÉNERGIE !

Les besoins en énergie électrique de Boston, Chicago, San Francisco et Washington ou ceux de 20 millions d'Indiens pourraient être couverts par les économies d'énergie réalisées si on mettait les 146,8 millions d'Américains trop bien nourris et frappés d'obésité au régime pendant trois ou quatre mois, affirment deux chercheurs américains.

Basant leur étude sur la quantié d'énergie nécessaire pour transformer une calorie de nourriture, de la ferme à la salle à manger, les professeurs Bruce M. Hannon et Timothy G. Lohman, de l'Université de l'Illinois, à Urbana, sont arrivés à ces conclusions sérieuses malgré les apparences.

Selon eux, si les 146,8 millions de trop gros Américains décidaient de retrouver leur poids normal, l'énergie économisée par ce régime représenterait l'équivalent de 4,9 milliards de litres d'essence.

Il existe aux Etats-Unis, selon les statistiques du Secrétariat à la santé remontant à 1975, 920 millions de kilos en trop, répartis entre ces quelque 147 millions d'Américains empâtés âgés de 18 à 79 ans. Il leur suffirait de manger 600 calories de moins chaque jour pour perdre un quart de livre de graisse quotidiennement. Cela prendrait 68 jours aux 69,7 millions d'hommes et 101 jours aux 77 millions de femmes pour retrouver une certaine ligne. — (afp)

TLM 23-24.8.78

femmes à l'usine au Japon

Une usine de vélomoteurs employant exclusivement des femmes, ouverte l'année dernière à titre expérimental, s'est révélé être un remarquable succès de productivité, indique vendredi le quotidien de Tokyo « Yomiuri ».

Selon ce journal, l'usine (du groupe Yamaha) a produit l'année dernière 175 000 vélomoteurs, soit 25 000 de plus que prévu. Lancée avec 70 ouvrières, elle en emploie actuellement 150. La main-d'œuvre féminine est appréciée des employeurs tant pour son aptitude à un travail de précision que pour son coût réduit. Une ouvrière gagne 93 058 yen (780 frs) par mois, alors qu'un homme est payé 158 000 yen (1350 frs). — (afp)

24H 19-20.8.78



TV - cauchemar d'un "nanti"

TLM 18.8.78

● *Au cours de la décennie 1972-1981,* **les contraintes pour la protection de l'environnement** *auront coûté 300 milliards de dollars pour les seuls Etats-Unis. Soit: 112 milliards pour purifier l'atmosphère, 90 milliards pour purifier l'eau,* **89 milliards pour éliminer les déchets solides,** *9 milliards pour neutraliser les radiations.*

● BIT: gare aux industries alimentaires trop perfectionnées!

Les techniques trop onéreuses et raffinées exportées par les pays nantis sont de nature à réduire la création d'emplois dans les pays en développement: telle est la mise en garde publiée par des experts du Bureau international du travail. En outre, les produits élaborés par ces installations sont fréquemment de valeur nutritive moindre que les produits sur place, ajoute l'étude. Exemple: un four à biscuits importé d'Occident - valeur 100 000 dollars - dans un pays d'Afrique ne mobilise que... quatre personnes! A l'inverse de petites fabriques de sucre qui peuvent créer dix-sept fois plus d'emplois par tonne produite que les grandes sucreries modernes.

GLS 16-18.8.78

Rencontres oecuméniques de réflexion et formation

FSF, GVOM et EIRENE proposent une série de week-ends mensuels répartis sur une année à tous ceux qui, dans le canton de Vaud, sont intéressés par les questions de développement, cherchent à se préparer à un départ outre-mer ou à s'engager en Suisse et souhaitent réfléchir en groupe.

La première rencontre a eu lieu les 14-15 octobre 1978 mais il est toujours possible de se joindre aux prochaines, les 11-12 novembre 1978,
9-10 décembre 1978
13-14 janvier 1979

Pour de plus amples renseignements, on peut contacter :

Odile Langer	Martine Palicot	L. et E. Allaz	Pascal Tharin
Grand-Rue 85	Rovéréaz 14	Der. Château A	Centre M.L. King
1196 Gland	1012 Lausanne	1040 Echallens	Av. Béthusy 56
			1012 Lausanne
022/64.10.14	021/32.65.01 ou 44.52.74	021/81.39.73	021/32.27.27

* *

Année des vocations au Valais

Pour marquer l'année des vocations, due à l'initiative de l'évêque du Valais, les jeunes se sont rendus en pélerinage à Valère, le 17 septembre dernier. Certains avaient cheminé longuement par monts et vaux. Ils se retrouvèrent "12'000 pélerins de l'espoir" sur la colline de Sion. Echanges spirituels durant la marche, silences, intensité de la prière personnelle et communautaire, joie intérieure, sens de la fête, perspective de l'engagement, marquèrent cette extraordinaire rencontre.

Ce rassemblement de Valère constitua un sommet et un point de départ. Réflexion et action se poursuivront dans les communautés paroissiales, dans les groupes de jeunes. Cette année des vocations se terminera le 8 décembre, lors d'une messe à Martigny, autour de l'évêque, qui voit dans les jeunes des "témoins de l'amour chrétien".

Rassemblement "Mission et Romandie"

A Genève, les 4 et 5 novembre prochains, les forces vives de la mission en Suisse romande se réuniront pour se poser ensemble une interrogation fondamentale : "Comment annoncer l'Evangile dans ce monde qui change ?" Des recherches en paroisses, en groupes, ont précédé ce partage. On s'est demandé si nos communautés étaient ouvertes sur l'Eglise universelle ou repliées sur elles-mêmes; si les formes nouvelles d'expression de la foi étaient accueillies dans les paroisses; si nous avions des habitudes de partage, des gestes de solidarité ou d'engagement dans la cité. Bref, quelles sont les préoccupations actuelles de notre Eglise qui est en Suisse romande par rapport au monde d'aujourd'hui ? (Prière de s'adresser aux OPM genevoises, 23 rue des Voisins, 1205 Genève).

NORD·SUD CONTRE EST·OUEST

le match dont dépend l'avenir du tiers monde

Gilbert Blardone, économiste français, est bien connu des milieux dits tiers mondistes. Co-directeur de la revue mensuelle "Croissance des jeunes nations", il est également directeur de l'Institut des sciences sociales appliquées à Lyon, et professeur à l'Institut universitaire d'études du développement à Genève. Invité par "Frères sans frontières" à la journée des anciens volontaires du mouvement le dimanche 7 mai 1978 au Bouveret, il traça le vaste panorama de la crise économique qui ébranle depuis quelque temps la planète. Quelles sont les conséquences, pour le tiers monde, de l'actuelle course des grandes puissances à la suprématie économique mondiale ? Le présent dossier reprend l'essentiel de la réponse de Gilbert Blardone à cette question qui demanderait bien d'autres développements.

La récession est tombée sur le monde occidental à la manière d'un orage. Quatre ans après le début de cette crise, chefs d'Etat et experts s'accordent à constater que la situation n'a guère changé. 1978 sera encore une année aux activités économiques relativement modérées. La croissance de la production devrait se situer aux alentours de 2 ou 3 pour cent. On est donc bien loin des 6, 7 voire 8 % des années 1950 à 1973.

Ce ralentissement général de l'activité économique, on peut le percevoir aisément à travers un certain nombre d'indications statistiques. Mais il est également flagrant dans chacune de nos villes où des hommes et des femmes, jeunes ou moins jeunes, éprouvent d'énormes difficultés à trouver un emploi. Alors que par le passé on trouvait n'importe quoi, partout et tout de suite. Parallèlement à ce coup de frein, de grandes compagnies internationales - notamment les grandes compagnies pétrolières - annoncent des résultats financiers jamais atteints, tant du côté chiffre d'affaires que du côté bénéfices. Et, à grand renfort de publicité, elles ne cessent de se réjouir de leur excellente santé. Dès lors, pour bien comprendre le présent et prévoir l'avenir à court terme, il importe de reprendre quelques faits.

DE LA GUERRE A LA COMPETITION

Entre les années 1945 et 1970, l'Occident a connu l'activité économique la plus forte de toute l'histoire du monde. Il fallait à la fois reconstruire ce qu'une guerre avait détruit, à l'Est comme à l'Ouest, et répondre au désir de chaque individu d'améliorer son bien-être. Cet élan coïncidait également avec un important mouvement de décolonisation dans lequel les jeunes nations, désireuses de reprendre en mains leur destin, pensaient que celui-ci, à l'image de l'Occident, résidait d'abord dans le développement économique et la croissance de la production.

Cette attitude vis-à-vis d'un bonheur rapidement assimilé au bien-être matériel de l'humanité ne pouvait qu'accélérer rapidement l'activité économique mondiale. Mais elle suscitait par le fait même des rapports de forces de plus en plus tendus entre les producteurs et les acheteurs de matières premières. La course au progrès créait en effet un climat de compétition : les pays producteurs, pour assurer leur propre développement, avaient besoin sinon de conserver pour eux leurs matières premières, du moins de les vendre à meilleur prix de manière à pouvoir en échange améliorer leurs équipements techniques. Depuis 1963 - date à laquelle fut créée l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), soit dix ans déjà avant la fameuse augmentation des prix du pétrole - cette tension entre le monde occidental acheteur et le reste du monde vendeur n'a cessé de croître. Elle s'est étendue à d'autres marchés, ceux du café et du cacao par exemple, et a donné naissance à plusieurs sortes de "syndicats" de producteurs.

De nouveaux équilibres auraient pu voir le jour dans ce contexte, car les pays occidentaux avaient la possibilité de se rendre effectivement compte qu'il n'allait pas dans leur intérêt de continuer à sous-payer les matières premières, ni de laisser en face d'eux s'endetter un monde qui ne pourrait plus rembourser, entraînant du même coup un affaissement des relations économiques. Cette idée ne fait que lentement son chemin. En plus de cette compétition Nord-Sud et indépendamment d'elle, la compétition Est-Ouest s'est maintenue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et notamment la compétition Etats-Unis - Union soviétique. Visant à équilibrer les forces des deux superpuissances industrielles et militaires, cette tension incessante a entraîné l'un et l'autre pays dans des dépenses colossales.

STRATEGIE EN TROIS ACTES

A partir du moment où les Soviétiques tentèrent plusieurs percées sur l'Asie du sud-est, sur l'Afrique et sur l'Amérique latine (Cuba), les Américains ont développé une stratégie en trois actes :

1. une stratégie militaire concrétisée par la multiplication des bases à l'étranger,
2. une stratégie d'investissements économiques : les pays où les USA possédaient des bases militaires - l'Iran ou la Turquie par exemple - devaient être soutenus financièrement, car on ne pouvait prendre le risque de les voir s'effondrer à cause d'un excès de misère,
3. une stratégie économique privée par le biais des firmes multinationales américaines, aux ressources puisées dans des divers pays et revendiquant la planète comme champ d'action.

A travers ces trois canaux stratégiques (dépenses militaires, investissements économiques au sol, multinationales privées), les Etats-Unis ont déversé sur le marché mondial quelque 20 milliards de dollars excédentaires ne revenant en aucun cas dans leur pays d'origine. Ce montant approche aujourd'hui les 300 à 350 milliards : c'est ce qu'on appelle les euro-dollars. Résultat de la compétition Est-Ouest, cette masse monétaire disponible a favo-



risé une extraordinaire spéculation dans les pays où ces dollars pouvaient être récupérés, c'est-à-dire en Suisse, en Allemagne, en Angleterre et au Liban.

SPECULATION : LES MONNAIES ET LE RESTE

Tout a commencé par les monnaies : la première spéculation, contre le dollar en faveur du mark allemand, remonte à 1962. Le processus est simple : on constate un surplus de dollars par rapport à ceux qui sont effectivement demandés sur le marché, car l'Allemagne connaît alors un développement économique spectaculaire, provoquant même une sérieuse concurrence. Conclusion : on spécule sur la monnaie allemande et le dollar baisse. Mais on a mis le doigt dans l'engrenage : la livre sterling s'embourbe et on spécule contre elle. Ainsi de suite.

Institution désormais bien établie, la spéculation s'attaque à d'autres secteurs. Notamment dans les domaines fonciers et immobiliers. Vers les années 1973, les spéculateurs découvrent les matières premières. Pourquoi maintenir des produits sous-payés alors que normalement on devrait pouvoir en retirer des bénéfices substantiels ? Aussitôt dit, aussitôt fait : on rafle tous les stocks pendant qu'ils sont bon marché et on fait grimper les prix ! On aide même la nature, et sous prétexte qu'il a un petit peu gelé au Brésil, on organise la spéculation sur le café et sur le cacao. Autre exemple qui portera un coup mortel aux lainiers du nord de la France : en 1973, le Japon rachète d'un seul coup et à un prix dérisoire tous les stocks de laine. Réflexe des lainiers : il faut acheter de la laine avant que son prix ne continue de monter. Trois mois plus tard, le Japon remet la totalité des laines sur le marché, à un nouveau prix, faisant un énorme bénéfice. Et les industriels français qui avaient acheté de la laine aux prix forts se retrouvent ... sur la paille !

Le déchaînement de ces trois types de spéculation - sur les monnaies, sur l'immobilier et sur les matières premières - est le principal responsable de la hausse anormale des prix dans les pays industrialisés. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les prix des véritables produits industriels, ceux qui résultent de transformations complexes comme les appareils ménagers. Malgré toutes les spéculations, l'industrie occidentale a réussi à fabriquer des produits qui, à des prix de vente extrêmement stables, laissent pourtant des bénéfices considérables aux fabricants.

Deux éléments de mauvaise régulation économique expliquent essentiellement l'actuelle inflation, à savoir d'une part l'élément spéculation, d'autre part l'élément hausse du prix du pétrole. Le reste provient d'une activité économique assez tendue entre l'offre et la demande.

Indirectement responsable de l'échec des efforts de coopération tentés par l'Occident après 1945, la politique américaine de présence aux quatre coins de la terre est elle-même la conséquence de la stratégie de force mise en place par l'Union soviétique. Cette stratégie, qui n'est pas simplement de type militaire, a pour objectif l'isolement des Etats-Unis et de l'Occident par des régimes favorables à Moscou. C'est une stratégie de déstabilisation économique et politique mondiale. Ce qui toutefois complique aujourd'hui la thèse et la position soviétiques, c'est la Chine, sur qui l'URSS comptait.

UN JEU TRES INCERTAIN

Chine et Union soviétique : les deux partenaires de la révolution mondiale s'affrontent désormais directement. L'un comme l'autre cherchent à s'appuyer sur le Grand capitaliste, troisième larron. Le jeu à deux est un jeu certain et c'est d'ailleurs ce qui a mené les Américains si loin dans la stratégie de l'affrontement : les réactions de l'adversaire restent plus ou moins prévisibles. Il n'en va plus de même avec trois joueurs. Dans son fameux discours de Londres, Henry Kissinger a tenté de démontrer aux Occidentaux que le monde avait maintenant trois pôles. Et qu'il fallait savoir dans quelle partie du jeu on se trouvait. Car les zones névralgiques peuvent s'attirer les coups des trois rivaux.

Les Etats-Unis - y compris le président Carter qui se réfugie dans les droits de l'homme comme on se réfugie dans la religion - ne peuvent guère, dans ces conditions, changer de stratégie. A coup de dépenses militaires et économiques, disposant de l'appui des multinationales, ils tentent de tenir l'ensemble des points chauds où ils s'affrontent avec l'URSS. L'Afrique noire était un point vide dont les Américains ne se souciaient guère. Les stratèges russes, eux, font tout pour prendre la place. Et ils le font astucieusement, jouant, grâce aux légionnaires cubains, sur une complicité ambiguë du tiers monde.

Pendant ce temps, du fait de la spéculation, ce même tiers monde continue de voir dégringoler le prix de ses matières premières et grimper celui des produits d'importation manufacturés. Les pays producteurs de pétrole, à régimes sociaux et politiques très différents, mais affrontés à de graves problèmes de développement, seront les premiers à élever la voix. Saisissant le prétexte fourni par la guerre du Kippour, l'OPEP tape du poing sur la table : désormais, le prix du pétrole sera quatre fois plus cher ! En fait, si on le calcule sur la base de 1970, le baril de pétrole coûte onze fois plus cher dès le 23 décembre 1973.

LA RUPTURE ...

C'est la rupture et cela se voit : tout le monde à pied ! Même pendant la guerre on n'avait vu chose pareille, car, à cette époque, on se débrouillait, quitte à mettre du petit bois dans le moteur ... Deux catégories de pays vont se retrouver. D'un côté, des pays qui, disposant d'approvisionnements pétroliers suffisants ou d'énergies de rechange, continuent sur leur lancée. De l'autre, ceux utilisant du pétrole pour satisfaire leurs besoins énergétiques sont contraints de deserrer les freins. A moins de trouver des dollars, puisque c'est en dollars que se facture l'or noir.

Pour nombre de gouvernements, lâcher le pétrole signifie se précipiter sur une énergie de substitution. A court terme, cela leur paraît la seule solution valable. D'où les grands programmes nucléaires mis en chantier en toute hâte. Avec tous les problèmes que cela soulève. Energie solaire ? On n'est pas prêt. Manifestement, on comptait trop sur le pétrole, cette énergie facile.

Pour obtenir du pétrole quatre fois plus cher, il faut donc quatre fois plus de dollars. En 1973, deux pays seulement dans tout le monde industriel se trouvent en bonne position : l'Allemagne fédérale et le Japon qui, avec dix années d'avance, avaient pressenti que le marché de l'an 2000 serait le tiers monde. Plus la Sibérie. Ils avaient également compris que ce que cherchaient l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine étaient, non des gadgets, mais des moyens d'équipement et de développement. Et qu'il importait, par conséquent, de réorganiser l'ensemble des productions industrielles en fonction de ces besoins.

... ET LA FACTURE

Comment payer son pétrole ? Dans plusieurs pays, on a choisi de faire plafonner l'activité économique au niveau de la facture. Dans ce domaine, l'exemple le plus typique est celui de la France. Sous le couvert de lutte contre l'inflation, le premier ministre Raymond Barre a trouvé une formule originale : une facture pétrolière de 55 milliards de francs, c'est le prix de 1.200.000 chômeurs. L'avantage d'une telle opération, c'est que les chômeurs sont payés en francs français et que ces francs-là sont fabriqués par le gouvernement. Alors que les dollars ... ! 12 à 14 millions de chômeurs payés en monnaies nationales : tel est aujourd'hui le prix de la facture pétrolière payée par les Etats européens de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques).

Le ralentissement actuel des activités économiques des pays occidentaux est donc essentiellement dû au changement de rapports de forces multiplié par les mécanismes de la spéculation. Si la spéculation sur le pétrole a été maîtrisée par les pays de l'OPEP, il n'en reste pas moins que toute la transformation et la distribution de cette matière première repose dans les mains de firmes capitalistes qui, elles, multiplient par quatre leurs bénéfices réels.

Pour toutes les autres matières premières - qu'il s'agisse du cuivre, du café, du cacao, etc... - ce sont les Etats ou les entreprises multinationales qui, organisant le marché, en tirent seuls de substantiels bénéfices. Quant au petit producteur local, quels avantages en a-t-il tirés ? On comprend que parfois il se révolte. Et, comme dans un certain pays d'Afrique occidentale, décide d'arracher les plantations de café pour tarir la source d'une richesse qui lui échappe totalement et dont il est le premier à payer la facture.

Les centres de spéculation continuent d'amasser l'argent des autres. Des transferts considérables de richesses s'opèrent et placent certains pays, dont la Suisse, dans des situations inconfortables. Même ce pays - véritable commissaire de tirelires - est obligé de faire extrêmement attention à l'utilisation des capitaux qui pénètrent sur son territoire au risque d'ébranler toute l'économie nationale.

RECONNAITRE LES INTERDEPENDANCES

Il n'y a pas de centre, il n'y a pas de périphérie. Méfions-nous des explications par le diable et le bon Dieu. Il y a une extraordinaire compétition au plan de la planète. Une compétition qui, avec sa base triangulaire de superpuissances, rend impossible les prévisions. Chaque joueur avance ses pions et les autres réagissent coup par coup. Mais l'attaque du joueur suivant reste imprévisible.

Dans ce rapport de forces très complexes, la plupart des pays ressemblent à de petites barques sur un lac démonté, essayant de s'ancrer ou de s'accrocher à l'un des grands blocs. Les pays du tiers monde, reliés au "groupe des 77", ont senti qu'il leur fallait une base commune. En 1974, ils ont proposé à la Conférence extraordinaire des Nations Unies sur le développement des perspectives idéologiques et politiques. Leur déclaration sur le nouvel ordre économique international a toutefois rencontré l'abstention de quelques grandes puissances, notamment des Etats-Unis, à qui les nouvelles règles du jeu suggérées ne conviennent pas. Cette déclaration, pourtant, est certainement le document le plus réaliste du temps présent. Elle fournit les éléments les plus intéressants de la recherche d'une solution satisfaisante aux problèmes mondiaux actuels. C'est en insistant sur les interdépendances et les solidarités réelles que l'on pourra sortir des impasses. Bien sûr, il existe différents niveaux de solidarité. Il y a le petit échelon, celui du projet au sol, celui des organismes de volontaires. Petit par sa dimension, cet échelon n'est cependant pas moins important que tous les autres. Plus encore, il témoigne que les solidarités peuvent se réaliser sur le terrain. Et qu'elles ne sont pas seulement un sujet de conférences internationales.

Notes recueillies
par Bernard Weissbrodt

Il est temps pour le tiers monde ...

"Depuis le 15 août 1971, la compétition économique et financière internationale entre les grandes puissances pour la suprématie mondiale est "sauvage", sans règle, sans merci. En réponse à la désintégration du système monétaire international, le "groupe des 77", appuyé par les pays de l'O.P.E.P., a tenté de faire front et d'imposer un dialogue à partir de nouvelles règles proposées par la Déclaration du 1er mai 1974 sur le nouvel ordre économique international. Les puissances industrielles ont refusé, à la Conférence Nord-Sud de Paris, de prendre en considération les vrais problèmes du tiers monde. Elles se sont adaptées aux nouvelles conditions de marché mondial et au dollar flottant, n'hésitant pas à ralentir leurs propres activités économiques, préférant ainsi un chômage intérieur accru à un endettement extérieur auprès des producteurs de matières premières et de pétrole. Il est temps pour le tiers monde, s'il ne veut pas être "floué", de repenser les conditions économiques et financières de son développement, en le centrant davantage sur les besoins essentiels de sa population et donc sur son marché intérieur, sur la coopération économique et financière entre pays du tiers monde, sur la coordination des efforts au sein du "groupe des 77", pour éviter de subir de plein fouet les conséquences des fluctuations anarchiques du marché mondial et de la compétition féroce entre grands pays industriels. Plus que jamais, le tiers monde doit faire dépendre son avenir de lui-même et en prendre les moyens."

Gilbert Blardone
(dans "Croissance des jeunes nations", No 195, mai 1978)

Comment meurt l'autre moitié du monde?

Susan George est américaine. Avec un groupe de chercheurs, elle a participé en 1974 à l'élaboration d'un "contre-rapport" pour la Conférence mondiale de l'alimentation, qui devait se tenir la même année à Rome. Elle poursuit sa recherche et deux ans plus tard, elle publie en Grande-Bretagne son premier livre. Celui-ci vient de paraître dans une traduction française intitulée : "Comment meurt l'autre moitié du monde ?" Un livre provoquant dont on ne saurait assez clairement recommander la lecture à tous ceux qui se posent des questions sur le prétendu dialogue Nord-Sud. (*)

La faim n'est pas un phénomène inévitable comme la mort ou les impôts. Susan George réfute tout point de vue fataliste sur la destinée de millions d'êtres humains mal nourris. La condition de ceux-ci est "provoquée par des forces identifiables qu'il est possible de maîtriser". Car aujourd'hui la nourriture ne sert pas d'abord à satisfaire la faim des hommes. Elle est au contraire devenue "une source de profit, un outil de contrôle économique et politique, un moyen d'assurer une domination efficace sur l'ensemble du monde et particulièrement sur les 'damnés de la terre'".

Dans ce livre qui ne se résume pas, bourré qu'il est d'exemples que l'on n'oubliera pas trop vite, Susan George a le courage d'arracher les masques. Elle montre du doigt les responsables, elle écrit leurs noms. Les multinationales agro-industrielles, les gouvernements occidentaux avec leurs politiques d'"aide" alimentaire et les organisations de développement multilatérales supposées neutres auront du mal de clamer leur innocence. Les solutions avancées par l'Occident pour nourrir l'humanité sont faites pour remplir les porte-monnaies de l'hémisphère nord, avec, à l'occasion, quelques pourboires aux élites locales. Des solutions dont précisément les pauvres n'ont rien à attendre.

"Que puis-je faire ?" se demande Susan George à la fin de son livre. Et de suggérer quelques idées, dans l'espoir qu'elles encourageront ceux qui ne sont affiliés à aucun parti ou mouvement et ceux qu'on a coutume d'appeler "les marginaux". Mais, conseille-t-elle d'emblée, procurez-vous d'abord un bon "guide du militant" : ce n'est pas la peine de passer une nuit en prison pour avoir fait du théâtre dans la rue. Comme disait un commissaire de police parisien : "Partez du principe que tout est interdit" ! Quelques idées à retenir:

QUE FAIRE ?

AVANT TOUT, APPRENEZ à VOUS EDUQUER VOUS-MEME. Apprenez à lire entre les lignes des articles de journaux, à exiger l'objectivité des informations. Ne laissez pas passer, sans protester, des éditoriaux ou des dessins. Bien des informations qui peuvent sembler objectives ne sont en réalité que les propres communiqués de presse des gouvernements, des compagnies, des fondations et des agences internationales qui contrôlent une gigantesque machine de relations publiques. Gardez cela à l'esprit lorsque vous lisez une information sur l'aide alimentaire ou sur toute autre intervention "pour le bien des pauvres" menée par votre propre gouvernement. Cherchez à savoir qui finance une institution avant d'ajouter foi à ses déclarations.

CONTRIBUEZ A EDUQUER LES AUTRES. Apprenez à résister à la propagande subtile des grands trusts. Faites de la contre-information et contribuez à la recherche. Ce dernier mot ne doit pas vous intimider : toute personne intéressée par un sujet peut l'approfondir et il n'est pas besoin pour cela d'avoir une licence ou un doctorat. Accordez une attention particulière aux journaux d'affaires qui vous donneront le plus de faits concrets, loin d'être ennuyeux. Utilisez ce que les industriels et les institutions révèlent sur eux-mêmes plutôt que de vous fier à ce qu'en pensent leurs critiques. Vous ne saurez jamais tout ce qu'il est possible de savoir sur un sujet, mais vous le posséderez bien mieux que la plupart des gens. La décision la plus difficile que vous aurez à prendre sera de cesser de lire et de commencer à écrire.

Avant de commencer, n'oubliez pas une chose fondamentale : ETUDIEZ LES RICHES ET LES PUISSANTS, ET NON LES PAUVRES ET LES DEFAVORISES. Tout travail bien fait sur les organisations paysannes, sur la résistance des petits cultivateurs à l'oppression, ou sur les ouvriers du complexe agro-alimentaire peut invariablement se retourner contre eux. Ne favorisez pas ce genre de recherche qui finira toujours par rendre service à ceux qui trouvent leur intérêt dans les structures en place. En revanche, les informations manquent sur ceux qui détiennent le pouvoir et qui tirent les ficelles. Si vous vivez dans un pays développé, vous disposez de tous les moyens sociaux culturels nécessaires pour rencontrer les puissants sur leur propre terrain et leur arracher les informations utiles. C'est aux pauvres de faire eux-mêmes l'analyse de leur propre situation. Ils connaissent déjà les problèmes de leur propre vie au jour le jour, et si vous voulez véritablement les aider, la meilleure chose à faire, c'est de les informer clairement sur les méthodes présentes et futures de leurs oppresseurs.

REJOIGNEZ UNE ASSOCIATION, ET SI VOUS N'EN TROUVEZ PAS, CREEZ UN GROUPE VOUS-MEME. Votre énergie peut être grandement multipliée, si vous joignez votre force à celle des autres. Tous ceux qui militent pour le changement social et politique passent par des moments de découragement. Il leur faut garder une certaine humilité et comprendre que c'est presque toujours l'action minoritaire qui apporte des résultats à long terme. Si l'on considère d'un point de vue strictement mécanique la "machine politique", celle-ci exige une énorme dépense d'énergie pour un résultat minime. Cela aussi doit être accepté. Même si vingt personnes seulement viennent à votre séance d'information, c'est un début. Ne les laissez pas vous échapper.

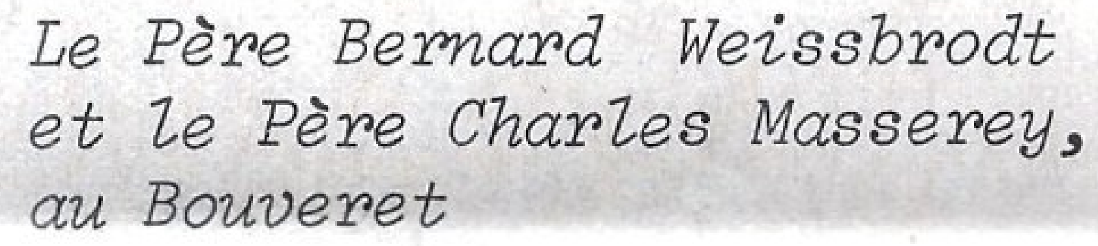
Si votre commune, votre paroisse ou toute oeuvre de bienfaisance à laquelle vous appartenez cherche à soutenir des projets de développement dans le tiers monde, aidez-la à se poser la question fondamentale : l'aide, pour qui ? Si le régime d'un pays est particulièrement minoritaire ou répressif, et si votre groupe n'est pas absolument sûr que le projet bénéficiera directement aux opprimés, il doit s'abstenir de toute aide. Les élites locales sont en effet capables d'"absorber" tout ce qui franchit leurs frontières, y compris la charité... Le premier but de la charité devrait être de se rendre superflue et, dans les pays où règne la justice sociale, elle l'est.

bw

(*) Susan George, "Comment meurt l'autre moitié du monde", collection Réponses Ecologie, Editions Robert Laffont, Paris 1978, 400 pages, 28 francs suisses.

D'un aumônier à l'autre. Le Père Charles Masserey était aumônier romand de FSF depuis l'assemblée de 1971. Auparavant, il était aumônier du groupe FSF Jura. Il a donné sa démission, pour permettre à des forces nouvelles de lui succéder. Charles ne voulait jamais séparer la foi en Dieu de la foi en l'homme, la divinité de l'Eglise de son humanité besogneuse. Il incitait les laïcs à prendre leur place, toute leur place dans l'Eglise d'aujourd'hui, sans attendre qu'on la leur donne. Les volontaires qui ont vécu des stages avec lui se souviendront de cela avec reconnaissance, comme de son respect délicat des personnes, et de l'accompagnement décisif dans la foi qu'il a manifesté. Sa manière, son tempérament ont permis l'expression libre et confiante au plan religieux. Merci, Charles de tout le travail accompli à FSF, avec un coeur sans frontières.

Jusqu'à fin 1979, le mouvement a confié la tâche d'aumônier romand au P. Bernard Weissbrodt, journaliste, de la société des Pères Blancs. Né à Porrentruy (Jura) en 1943, il a été ordonné en 1967. Il a exercé un ministère paroissial durant 4 ans au Rwanda, à Rutongo. Sa formation de journaliste achevée en Europe, il est devenu rédacteur religieux à La Liberté. Il a participé à de multiples stages FSF et suit depuis plus d'un an, les activités du centre FSF de Fribourg. Il envisage de partir avec une équipe dans un projet du Haut-Zaïre à fin 79. Nous le félicitons et l'accueillons très fraternellement.


Le Père Bernard Weissbrodt et le Père Charles Masserey, au Bouveret

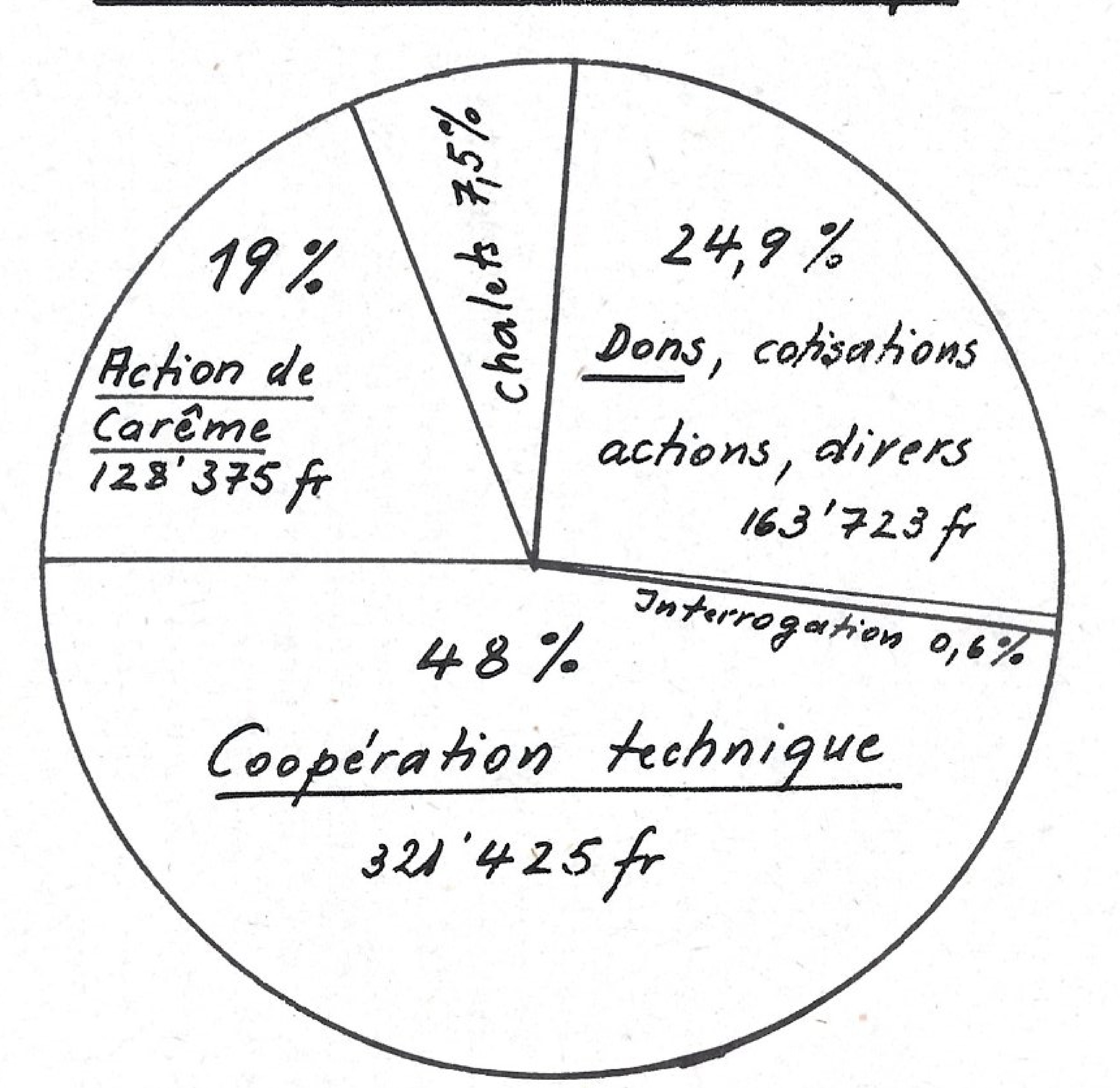


L'assemblée a également pris congé de la vice-présidente du mouvement, Mme Cosette Bordigoni, de Genève, dont les conseils et la collaboration ont été fort appréciés.

Les animateurs de tous les centres régionaux se sont rencontrés les 9 et 10 septembre 1978 au Bouveret pour préparer le nouveau cycle de préparation des partants par les centres régionaux et d'un approfondissement de leurs projets. L'unanimité s'est vite manifestée pour affirmer mieux l'identité FSF et resserrer les liens entre les divers centres cantonaux (par exemple les candidats empêchés dans un canton peuvent se rendre au week-end du canton voisin). Par ailleurs, le besoin d'un contact plus réel avec la population, avec d'autres mouvements, a été formulé. Des rencontres dans différents villages ont été programmées pour répondre à ce besoin d'ouverture.

Le mouvement aura 20 ans en 1979. Pour préparer cet anniversaire, nous lançons un concours d'idées, de suggestions, de propositions. Alors, ne tardez pas. Prenez la plume et écrivez au comité FSF. Merci !

Recettes 1977 : 668'048 fr



Dépenses 1977 : 720'462 fr

Chalets du Bourreret
118'711 fr
16,5%

Administrat. et divers
118'993 fr
16,3 %

13,4 %
Préparation des volontaires
94'412 fr

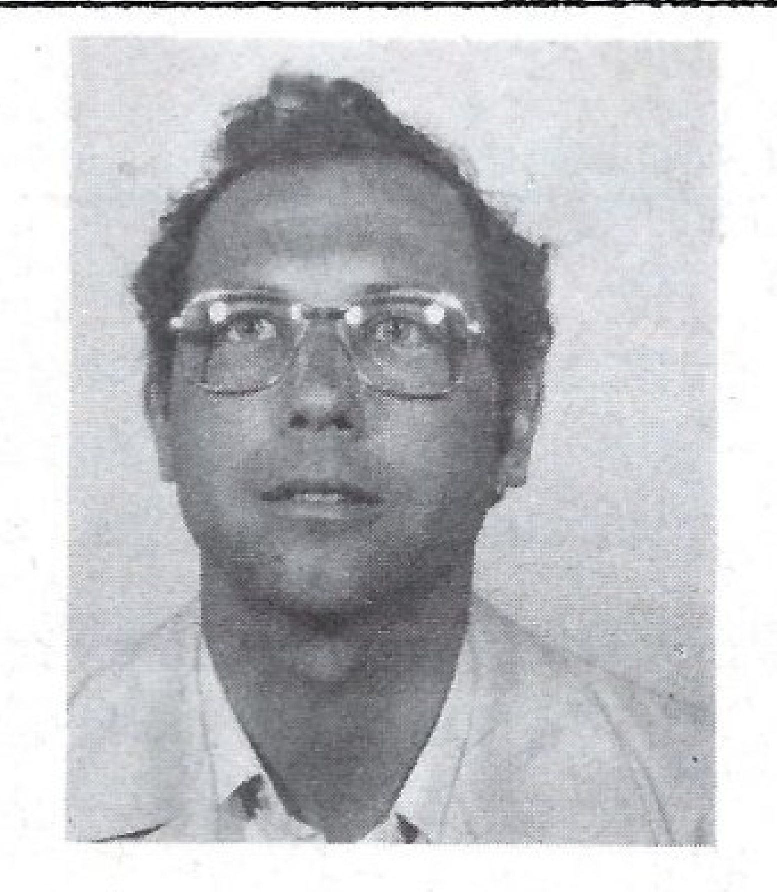
Interrogation 2,8%

51 %
Encadrement des volontaires
(voyages, assurances, examens médic. pécule de reclassement, etc)
367'732 fr

Les comptes 1977 de Frères sans frontières ont été adoptés par l'assemblée générale du I0 septembre I978. Les contributions de la Coopération technique et de l'Action de Carême représentent les 2/3 des recettes. Le reste dépend essentiellement des cotisations et dons des anciens, des dons à l'occasion de départs, des collectes paroissiales, de versements dans le cadre d'engagements à la Déclaration de Berne, etc. Pour I977, l'excédent de dépenses est de Fr. 52'4I4.-.

Les dépenses pour le chalet Analakely comprennent les frais de transformation pour un montant de Fr. 88'500.- (escalier intérieur, installation du chauffage). L'Action de Carême nous a octroyé une subvention extraordinaire de Fr. 45'000.-, somme comprise dans les recettes du chalet.

Le résultat de l'action "pain partagé" qui s'est déroulée le Ier avril I978, figurera dans les comptes I978.



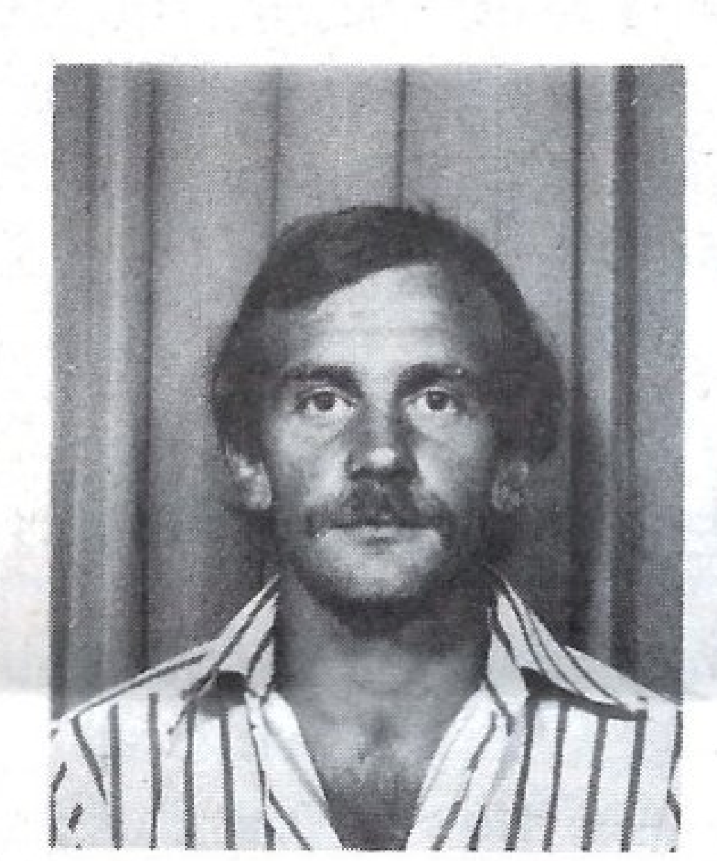
ILS SONT PARTIS

Paul JAQUET, professeur, de la Chaux-de-Fonds le 10 septembre 1978 pour le Collège St-Jospeh B.P. 63, Lomé, Togo où il enseignera les mathématiques et la physique aux classes supérieures du lycée.





Architecte et infirmière...
Maria et Michel PERRAUDIN, avec leur petite Sarah, de Sion, pour la Mission catholique de Muyaga, au Burundi. Michel y formera des maçons et chefs de chantier. Maria formera des éducatrices de santé et nutritionnelles. Ils sont partis le 9 octobre 1978. Leur adresse : Mission de Muyaga, Dsp 30, Bujumbura, Burundi.



Le 11 octobre 1978, Christian BOSSON, agronome tropical, de Lausanne, pour l'étude d'un projet agricole lié au Collège Charles Lwanga, B.P. 87, Sarh, Tchad

ILS SONT RENTRES AU PAYS

- Alexis DAYER, responsable d'une équipe de forage de puits à Torrock, diocèse de Pala, au Tchad, durant 2 ans. Son adresse actuelle : 1961 Hérémence, Valais
- Patrice GASSER, animateur de jeunes dans la catéchèse, au Sénégal durant deux ans. Son adresse actuelle : MEP rue du Bac, F 75116 Paris.

NAISSANCES

* Aline, le 15 août 1978, au foyer de Janine et André Rossier-Lambert, 1758 Villaz-St-Pierre.
* Simon-Paul, le 1 septembre 1978, au foyer d'Annelise et Christian Besse, Les Mésanges, 3941 Lens.
* Xavier, le 2 septembre 1978, au foyer de Marie-Rose et Gilbert Conus-Turin, 3 rue de Catogne, 1890 St-Maurice.
* Gervais, le 8 septembre 1978, au foyer de Raymonde et Pierre-André Granger, 1872 Troistorrents.

MARIAGE

- Marie-Rose Froidevaux et Jean-Pierre Charvoz, animateurs aux groupes FSF Jura et Genève, le 21 octobre 1978 au Peuchapatte. Leur adresse : 8, chemin de l'Ancien Tir, 1252 Meinier.

TIMBRES. Les timbres oblitérés, suisses et étrangers, sont reçus avec reconnaissance par le secrétariat FSF.

L'OUVRAGE DE CLAUDE SCHALLER, analysant les deux mouvements Frères sans frontières et le Groupe Volontaires outre-mer à travers une enquête auprès des anciens, peut être obtenu au secrétariat FSF.

- EIRENE - EIRENE - EIRENE - EIRENE - EIRENE -

INFORMATIONS RAPIDES

1. Le "Council International d'Eirene", instance suprême de l'organisation, tiendra une de ses réunions bisannuelles à LA ROUVRAIE sur Bevaix les 10, 11 et 12 novembre 1978. Les personnes intéressées par la marche de l'organisation seront les bienvenues, même si elles n'y passent qu'un instant.

2. LANZA DEL VASTO sera présent le 12 novembre au Louverain ainsi que le 13 novembre à la Cité Universitaire. Une bonne occasion pour les Neuchâtelois et les autres aussi de rencontrer un homme engagé. Pour de plus amples renseignements :

P. Tharin à St-Martin (038) 53 46 93
ou au C.M.L.K. (021) 32 27 27

- GVOM - GVOM - GVOM - GVOM - GVOM - GVOM -

ILS SONT PARTIS

Denis et Jeannine MAURON et leur fils Sylvain sont partis pour la Côte d'Ivoire. Denis travaillera à l'hôpital de Dabou en tant que médecin et Jeannine travaillera dans un jardin d'enfants. L'hôpital de Dabou est une des activités de l'Eglise méthodiste de Côte d'Ivoire.

Leur adresse : Hôpital protestant, B.P. 115, Dabou

SESSION DE PREPARATION

Du 21 août au 10 septembre, nous avions une session de préparation extraordinaire; celle du 5 juin au 7 juillet était complète. Rappelons que ces sessions sont ouvertes à des partants outre-mer, à des rentrants, et à des personnes restant en Suisse et désirant faire une réflexion sur leur engagement. Parmi les sujets que nous avons abordés : la rencontre des cultures - l'économie - le développement - la présence missionnaire. Nous avons fait un travail biblique sur plusieurs passages des Actes, utilisant diverses méthodes. L'une d'entre elles était la réécriture d'un passage : Actes 2 : 37-47. Voilà ce que cela a donné :

"Ayant réentendu ces paroles auxquelles nous croyons du fond de notre coeur, nous nous interrogeons :

'Dans la situation politique qui est la nôtre, que ferons-nous ?'

Nous voulons nous rappeler que Jésus est de connivence avec nous pour que nous puissions prendre des risques malgré tout, et être ouverts et renouvelés constamment.

Tous les hommes sont appelés à participer au projet de Dieu.
Le temps passé ici, le partage, la communication avec les autres nous encouragent à être de connivence avec Christ. Méfions-nous de nos fausses sécurités, de nos biens, de nos ordres établis.

Avec beaucoup d'autres, nous voudrions être de connivence avec Christ pour oser aller au bout du projet que Dieu a pour les hommes.

Ici ensemble, nous nous informons, nous nous écoutons, nous nous interpelons.

La pratique du partage doit nous encourager à vivre les risques de notre connivence avec Jésus-Christ qui remet en cause l'ordre établi.

Errata : Dans la liste de nos volontaires actuellement outre-mer (No 6) nous avons omis le couple Jean-Pierre et Evelyne Wenger à Dabou.



¿ Médecin en Amérique ?



Le 20 janvier 78 je débarque à Guayaquil. Avec une bonne formation universitaire et post-universitaire qui m'avait placé sur ces rails de la carrière qui conduisent, d'assistant en nuits de garde, de journées continues en dévouement continuel, jusqu'aux confins du chef de clinique ou du spécialiste FMH. Au lieu de prendre ce train-là, qui m'aurait conduit plutôt en Amérique des Etats-Unis, j'ai choisi un chemin plus cahotant qui m'a amené ici en Equateur, dans cette Amérique du Sud où l'on parle l'espagnol et où brille la Croix du Sud.

Depuis que j'ai mis le pied dans cet hémisphère, plus d'électrocardiogramme, plus de perfusion, plus d'urgence, plus d'hémiplégiques qui restent si longtemps à l'hôpital, plus de cancer dont on ne sait que faire. Mais quoi donc ? Une médecine qui paraît bien peu médicale. D'abord il a fallu apprendre la langue. Ça s'est mieux passé que l'allemand au collège. Mais quand nous avons déménagé à la campagne, je n'ai rien compris pendant un jour à cet espagnol qui ne ressemble en rien à ce qu'on trouve dans les livres. Arrivés dans notre lieu de vie et de travail, dans ce village de Bajada de Chanduy, nous avons rencontré les premiers problèmes à résoudre.

Dès la première heure ici, une urgence : les cabinets ! Quatre adultes et deux enfants font 6 tubes digestifs et 6 vessies. La maison ne comportant rien "d'hygiénique", nous avons creusé la feuillée traditionnelle, fait pour durer 10 jours au plus, vous savez pourquoi. Cette urgence passée, une autre surgit : l'eau. Le puits est à 200 m; là encore les mathématiques sont très utiles (et bien peu médicales...). Une personne consommant 60 l d'eau par jour, 60 x 6 = 360 l ou 360 kg si l'on néglige le poids du récipient. Un petit malin a dit qu'il n'y a pas de travail lorsqu'un poids est déplacé horizontalement. D'abord juste à côté du puits il y a 10 m à grimper, ensuite je voudrais le voir celui-là avec deux bidons au bout des bras. Ici il y a deux possibilités. L'une, réservée aux Européens et autres "gringos" : payer un boy qui fait le travail avec une barre sur les épaules, deux bidons, les pieds nus et un salaire misérable. L'autre : se débrouiller. Et je vous assure que ce n'est pas si simple de remplir 2 barils sur le dos d'un âne. Il faut faire des noeuds à une corde, placer le bourricot de façon qu'il soit plus bas que le verseur, empêcher le bourricot d'aller flirter avec l'ânesse, chasser les chèvres qui boivent dans les bidons, etc... Ceci, c'est le côté pittoresque. Le côté médical ? Eh oui, il existe. C'est possible de ne pas laisser traîner la corde partout, mais il faut y penser. C'est possible de garder le seau propre, mais il faut faire attention. Bref, en regardant, en réfléchissant, il est possible d'améliorer les moyens utilisés par les gens d'ici. Avec ces précautions, en faisant bouillir l'eau de consommation, nous n'avons aucune diarrhée jusqu'à maintenant !

Et toute cette eau, où va-t-elle ensuite ? Nous avons fait une fosse septique. Ça signifie briques, mortier, niveau, truelle. Et aussi où placer la fosse, à quelle profondeur pour ne pas avoir d'odeur ? Comment la fermer ? Chez vous, là-bas, il y a des spécialistes pour ça. Ici, les spécialistes, c'est nous. Et il faut être spécialiste en tout. C'est ainsi que tout médecin que je suis, j'ai appris à faire le mortier, à manier la truelle, la pelle et la pioche. Parce qu'il est impensable de dire aux gens : "il faut faire une fosse de 1,4 m de diamètre et 2 m de profondeur avec des briques à joints ouverts". Eux ils balancent l'eau par la fenêtre. Si nous voulons améliorer quelque chose, il faut donner des exemples. Et, ô miracle, les gens sont intéressés. Ils sont venus voir la fosse, en pensant d'abord que c'était un puits. Et déjà maintenant, l'idée court

qu'ils pourraient faire de même.

Comment lutter contre les rats et les souris ? Ce n'est pas une question du final de médecine; mais c'est la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Vous me voyez allant dire aux mères de familles, du haut de mon autorité médicale : "Il faut équilibrer votre alimentation, mangez des protéines." Et les rongeurs se chargent de liquider les provisions... En passant j'ajoute que la lutte contre les rats n'est pas simple. Il faut éliminer les rongeurs tout en laissant vivre les chiens, cochons, poules et dindes qui ne savent pas, pas encore ?, reconnaître les appâts empoisonnés.

Peut-être vais-je décevoir mes confrères avides de pathologie tropicale en n'apportant pas plus d'information scientifique. Peut-être aussi qu'une autre fois je ne parlerai que de ça.

En attendant, je ne regrette ni l'eau courante, ni la douche, juste un petit peu le coup de blanc bien frais...

Au revoir

Jean-Pierre Bongard

+ = +

Libamba, septembre 1978

Chers amis,

Certains d'entre vous, en réponse à ma première lettre circulaire, m'ont écrit pour me poser en particulier une question qui revient fréquemment : "Qu'est-ce donc qui, chez les Africains, suscite en toi un tel enthousiasme ? On a l'impression que tu as retrouvé le jardin d'Eden !" Si ma lettre vous a donné cette impression, je voudrais rectifier sur le champ cette image d'Epinal ! J'avais essayé de vous donner un aperçu de ce que je vis maintenant par les quelques anecdotes que je vous ai relatées. Il n'est pas facile de s'y prendre d'une autre façon. Cependant, après une année passée ici, je crois pouvoir formuler de façon plus explicite la cause de cet enthousiasme : une autre façon de voir les choses. C'est tout simple, n'est-ce pas ? Et pourtant, si vous me demandez des précisions, eh bien, je suis un peu embarrassé et obligé, une fois de plus, de me restreindre à brosser quelques "tableaux de genre" forcément incomplets.

Les relations humaines... toute la gamme des sentiments se manifeste ici d'une façon beaucoup plus accusée, avec un relief qui nous est inhabituel. Pourquoi ? C'est difficile à dire, encore une fois. Je crois cependant que l'une des raisons premières est que les Africains parlent et comprennent mieux que nous le langage du corps, la communication non-verbale. Lorsqu'il vous rencontre pour la première fois, un Africain vous serrera la main de la façon la plus formelle. Mais à mesure que la relation s'approfondit, vous serez témoin d'une diversification des "signaux" jusqu'à une incroyable multiplicité, avec des nuances subtiles dont on ne sait pas si elles sont codifiées ou non (je n'ai jamais osé poser la question !). Nos plus jeunes élèves pourront, par exemple, vous caresser les avant-bras ou vous prendre spontanément la main pour faire un bout de chemin avec vous (parfois, ils se contentent de saisir votre auriculaire et de l'accrocher au leur !); une grand-maman m'invite un jour à boire un verre de vin de palme dans sa case... en me tirant par les deux poignets ! Lorsqu'il

vous raconte une bonne blaque, un homme lève sa main et la fait claquer vigoureusement dans votre paume. L'étreinte entre amis est couramment pratiquée par hommes et femmes, jeunes et vieux, et s'accompagne assez curieusement de caresses sur les bras. Et je n'en finirais pas de multiplier les exemples.

Au début, on est un peu surpris de cette effusion de contacts corporels. Mais peu à peu, on se laisse prendre au charme.

D'autre part, les Africains "répondent" avec une intensité exceptionnelle aux sentiments que vous "projetez" sur eux. C'est peut-être justement cette vive sensibilité qui, rejoignant la mienne, a rendu mon insertion si aisée.

Le sens de la fête... là aussi, il faut le vivre pour se rendre réellement compte. Qu'il s'agisse d'une Nativité, d'une pièce de théâtre, d'une soirée de musique pop ou d'une fête traditionnelle africaine, c'est toujours la même impression indescriptible que j'éprouve : une vibration puissante contre laquelle il n'y a pas de défense possible.

Un dimanche, j'ai été invité à une fête au village. Après un plantureux repas précédé de la traditionnelle libation aux ancêtres, un cercle de danseurs se forme, des tam-tam et des chants résonnent. Deux jeunes filles m'entraînent de force dans le cercle, me placent dans les mains un bâton garni de plumes aux deux extrémités... et me voilà parti ! J'assimile sans difficulté les mouvements, mais je me sens un peu ridicule. Un reste de verni social occidental, sans doute. Les danseurs m'observent avec un sourire immense et chaleureux. Je cesse de penser, de me défendre, je me laisse faire. Des heures vont passer sans même que je m'en rende compte.

Quelques nouvelles du Collège de Libamba, tout de même !

Les problèmes que j'évoquais dans ma précédente lettre sont toujours aussi lancinants, hélas. Nous avons eu une proportion élevée d'échecs aux examens officiels, et des conflits ont eu lieu autour du salaire des enseignants : la caisse étant vide, on ne peut pas payer de vacances aux professeurs...

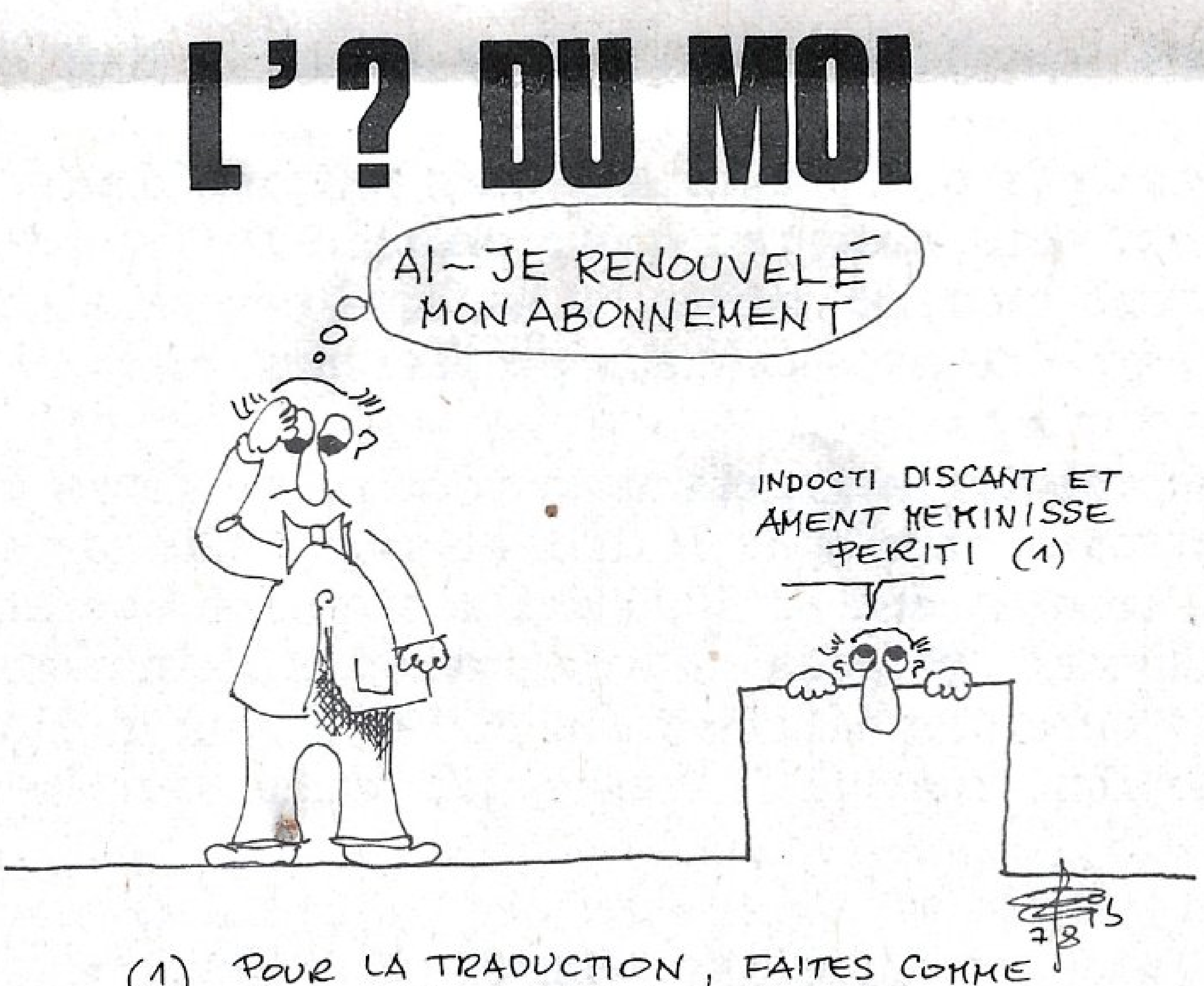
Mon laboratoire a repris un aspect digne de sa fonction. Quelques élèves m'ont aidé à nettoyer et ranger locaux et matériel. Après avoir entrepris quelques démarches, j'ai reçu un don de 1000 dollars qui me permettra d'acheter des pièces de rechange pour réparer quelques machines de plus, ainsi qu'un assortiment de matériel d'optique et des burettes à titration. Mieux encore : j'ai enfin trouvé un successeur africain à cette fonction. Il me reste une année pour le former, ce qui est bien suffisant.

Alors, vous voyez, il y a encore de l'espoir !

Cordialement à vous tous.

Daniel Gerhard

Je viens de jeter un regard sur une statistique concernant le journal Interrogation. En 1972 nous tirions 39'000 exemplaires, en 1977, 51'550 exemplaires. Les frais d'impression s'élevaient en 1972 à Fr. 12'736.- et en 1977 à Fr. 27'880.- Nous tirons donc 12'550 exemplaires de plus et les frais d'impression ont plus que doublé. Je n'imaginais pas que cela ait pu augmenter autant. Il y a encore les frais d'expédition. La poste a également élevé ses tarifs. Heureusement, pour l'adressage du journal nous pouvons compter sur la collaboration de bénévoles. Les rédacteurs ne sont pas payés, ils font cela pour la "cause".
Et puis le journal doit encore être dactylographié, mis en page; il faut des photos, des dessins, des idées...
Ce petit mot et le bulletin vert ci-joint, c'est pour vous demander de nous aider à les aider.



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 1000 LAUSANNE 9